

الامتحان الوطني الموحد للبكالوريا الدورة الاستدراكية 2017 - الموضوع -

+٢٣٦٦٤٤١ | ٢٠٢٤٠٤٥
+٢٠٢٤٤٠٤٨٥ | ٢٠٢٤٤٠٤٨٥
+٢٠٢٤٤٢٢٦٥٦ | ٢٠٢٤٤٢٢٦٥٦
+٢٠٢٤٤٢٢٦٥٦ | ٢٠٢٤٤٢٢٦٥٦



المملكة المغربية
وزارة التربية الوطنية
والتكوين المهني
و التعليم العالي والبحث العلمي

المجلس الوطني للتقويم والامتحانات والتوجيه

RS 52

3	مدة الإنجاز	الاقتصاد العام والإحصاء	المادة
6	المعامل	شعبة علوم الاقتصاد والتدبير مسلك العلوم الاقتصادية	الشعبة أو المسلك

Les pages 7,8 et 9 sont à rendre obligatoirement avec la copie
L'utilisation de la machine à calculer non programmable est autorisée
Pour les calculs, retenez deux chiffres après la virgule
Evitez les ratures et les surcharges, mentionnez le numéro de la question
0,5 point de la note sur 20 est réservé à la présentation de la copie

DOSSIER 1 : MARCHE, COMMERCE EXTERIEUR ET CROISSANCE ECONOMIQUE

DOCUMENT 1 : Phosphates, premier semestre difficile pour l'OCP

Les indicateurs financiers sont au rouge au premier semestre 2016 pour le phosphatier marocain, l'office chérifien des phosphates (OCP), avec un chiffre d'affaires en baisse de 9%. Un recul qui s'explique, dans un contexte d'offre excédentaire sur le marché mondial, par la baisse des importations des principaux pays consommateurs des phosphates, qui ont puisé dans les stocks substantiels constitués en 2015. Cette situation a entraîné une diminution de près de 30 % des prix des phosphates sur le marché mondial.

Pour les mois à venir, l'OCP, leader mondial des phosphates, s'attend à une reprise graduelle des prix grâce à une demande plus importante que prévu de la part de l'Inde et du Brésil, combinée à des exportations limitées en provenance de Chine.

Source : www.jeuneafrique.com au 26/09/2016 (Texte adapté)

DOCUMENT 2 : Echanges extérieurs marocains

Selon les résultats préliminaires des échanges extérieurs du Maroc en 2016, les importations de biens ont atteint 407 milliards de DH (Mds DH) poursuivant ainsi leur tendance haussière avec une progression de 9,3% par rapport à 2015. Cette hausse est due principalement à l'augmentation des acquisitions de biens d'équipement (+27,5%), de produits alimentaires (+25%) et de produits finis de consommation (+15,2%).

Les exportations de biens se sont établies à 222,6 Mds DH enregistrant une hausse de 2,1% en 2016 contre 8,6% en 2015. La hausse provient essentiellement des exportations des métiers mondiaux du Maroc. Toutefois, cette augmentation a été, en partie, atténuée par la baisse des ventes des phosphates et dérivés de 12,1% en 2016 dont la part dans les exportations était de 20,3% en 2015, et ce suite à la baisse de leurs cours internationaux.

Ainsi, l'évolution des échanges commerciaux marocains en 2016 a aggravé le déficit de la balance commerciale. Celui-ci a atteint 184,4 Mds DH, soit environ 18,25% du PIB, contribuant alors au ralentissement de l'évolution du PIB estimé pour 2016 à 1 010 Mds DH et à la dégradation du taux de couverture.

(...) Pour certains analystes, l'intégration du Maroc dans le commerce mondial, selon ses avantages comparatifs, renforce sa dépendance aux fluctuations des marchés mondiaux.

Par ailleurs, pour les services, les exportations en 2016 ont atteint 150 Mds DH, alors que les importations étaient de 83,2 Mds DH, situation qui a atténué le déficit du compte des transactions courantes.

Sources : www.aujourd'hui.ma au 17/01/2017 et www.oc.gov.ma (Texte adapté)

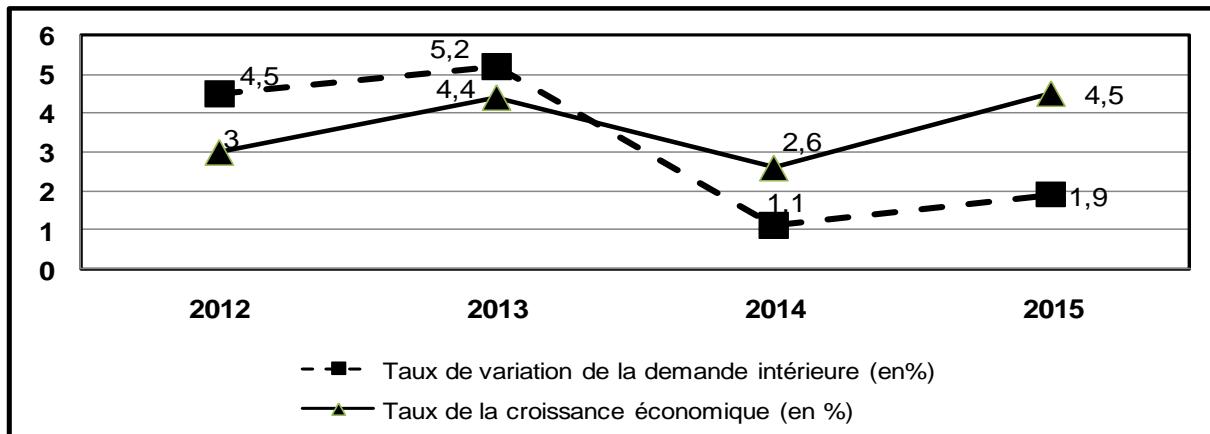
DOCUMENT 3 : Maroc, modèle de croissance économique à repenser

Le HCP a critiqué **le modèle de croissance économique du Maroc liée essentiellement à la demande intérieure et au secteur agricole**. Les années 2016 et 2017 reconfirmeraient le profil du modèle de croissance tirée par la demande intérieure et pénalisée par une demande extérieure nette structurellement déficitaire. En 2016, le secteur primaire a été impacté par le déficit pluviométrique (sécheresse) qui a particulièrement affecté les céréales. Ainsi, ce secteur aurait terminé l'année avec une baisse de 9,8% de sa valeur ajoutée par rapport à 2015. Cette situation a engendré une décélération de la croissance économique à **1,1%** en 2016 contre 4,5% en 2015. Pour le HCP, même si les prévisions de croissance pour 2017 sont meilleures que celles de 2016, il est urgent de repenser le modèle de croissance économique.

Données de la comptabilité nationale marocaine aux prix courants

Eléments (en millions de DH)	2015
Produit intérieur brut (PIB)	982 223
Dépenses de consommation finale (DCF)	761 694
Variation de stocks (ΔS)	15 559
Solde des échanges extérieurs de biens et services (Solde BS)	- 76 522
Revenus et transferts courants nets en provenance de l'extérieur (RTNE)	57 586

Evolution de la demande intérieure et de la croissance économique au Maroc



Sources : www.telquel.ma au 18/01/2017 et www.hcp.ma (Texte adapté)

TRAVAIL À FAIRE :

7,25 points

Document de référence	N° de question	Questions	Barème
ANNEXE 1	1	Complétez l'ANNEXE n°1, page n°7	0,50 pt
Document 1	2	a- Caractérissez le marché mondial des phosphates au premier semestre 2016 selon ses composantes (une caractéristique par composante) ; b- Montrez si la loi de l'offre et de la demande est vérifiée sur ce marché au premier semestre 2016.	0,50 pt 0,25 pt
Document 2	3	a- Lisez la donnée en gras soulignée ; b- Complétez l'ANNEXE n°2, page n°7 ; c- Précisez deux effets éventuels de la hausse des importations des biens d'équipement sur l'économie marocaine : c ₁ - un effet négatif ; c ₂ - un effet positif ; d- Expliquez, en illustrant, le passage en gras souligné.	0,25 pt 0,75 pt 0,25 pt 0,25 pt 0,75 pt
ANNEXE 3	4	Complétez l'ANNEXE n°3, page n°7	1,00 pt
Document 3	5	a- Complétez l'ANNEXE n°4, page n°8 ; b- Illustriez le passage en gras souligné ; c- Montrez l'impact du déficit pluviométrique sur la demande intérieure ;	0,75 pt 0,50 pt 0,50 pt

d-

d₁- **Déterminez** l'équation de la droite d'ajustement linéaire selon la méthode des moindres carrés (méthode développée), sachant que :

x : variation en % de la demande intérieure

y : taux de la croissance économique en %

$$\sum x_i y_i = 47,79 \quad \sum x_i^2 = 52,11 \quad \bar{x} = 3,17 \quad \bar{y} = 3,62$$

d₂- **Calculez** le taux de croissance économique prévisionnel si la demande intérieure augmenterait de 8% en 2018.

0,75 pt

0,25 pt

DOSSIER 2 : POLITIQUES ÉCONOMIQUES CONJONCTURELLES, FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE ET DEVELOPPEMENT

DOCUMENT 4 : Le projet de loi de finances (PLF) 2017 cherche à encourager l'investissement

Les principales mesures fiscales proposées dans le cadre du PLF 2017 visent à encourager l'investissement. Les sociétés industrielles nouvellement créées pourront être exonérées de l'impôt sur les sociétés pour une durée de cinq ans. Ce PLF propose également d'exonérer du paiement de la TVA pendant 36 mois les opérateurs menant de nouveaux projets, à condition que ces projets fassent l'objet d'une convention d'investissement d'un montant minimum de 100 millions de DH.

Par ailleurs, dans le PLF 2017, le gouvernement souhaite intensifier l'investissement public dont le montant programmé est de 190 milliards de DH, soit une augmentation de 0,5 % par rapport à 2016 due essentiellement à la hausse des dépenses d'investissement du budget général.

Données budgétaires marocaines (en milliards de DH)

Eléments	Loi de finances 2016	PLF 2017
Recettes ordinaires	212,4	222,3
Solde ordinaire	- 4,5	7,1
Dépenses en intérêts et commissions se rapportant à la dette publique	28,3	27,5
Dépenses d'investissement du budget général	61,4	63,6
Amortissement de la dette publique à moyen et long termes	41	45,9

Sources : www.telquel.ma au 24 et 25/10/2016 et www.finances.gov.ma

DOCUMENT 5 : Pourquoi Bank Al-Maghrib (BAM) a augmenté le taux de la réserve monétaire ?

BAM, a pris une décision qui, en apparence, s'explique difficilement : elle augmente le taux de la réserve monétaire de 2% à 4% à partir du mois de juin 2016. Cette décision est prise dans un contexte où la situation monétaire se caractérise, d'un côté, par une amélioration de la liquidité bancaire, et de l'autre côté par une faiblesse du crédit bancaire au secteur non financier. Le besoin de liquidité du système bancaire, qui était de 16,5 milliards de DH en moyenne sur l'année 2015, retombe à 2,4 milliards de DH à fin mai 2016, et pour 2017, BAM anticipe même un excédent de liquidité. En outre, les taux d'intérêt sont globalement sur une tendance baissière : 2% sur le marché interbancaire et une moyenne de 5,5% pour les crédits bancaires. L'inflation reste modérée, estimée à 1,6% en 2016 selon BAM. Cette inflation s'explique surtout par la hausse des prix des produits volatils. L'inflation sous-jacente, par contre demeure faible, estimée à 0,6% pour 2016.

Source : www.lavieeco.com au 04/07/2016

DOCUMENT 6 : La meilleure croissance depuis 9 ans, la Bourse accumule les hausses

La Bourse des Valeurs de Casablanca (BVC) poursuit sa tendance haussière entamée depuis début 2016. Après la première semaine de cotation en 2017, le MASI a progressé de plus de 9%. Tout semble aller pour le mieux, à savoir, un regain de confiance, un retour des investisseurs particuliers et institutionnels sur le compartiment actions...

Cette performance, la meilleure enregistrée depuis 9 ans, s'explique essentiellement, par la baisse du taux directeur de Bank Al-Maghrib, qui a induit un recul des taux d'intérêt des placements en titres de créance et a poussé, par conséquent, les investisseurs à se repositionner sur le marché actions. Elle s'explique également par la grande réussite de l'introduction en bourse de l'opérateur portuaire Marsa Maroc dont le titre ne cesse de gagner du terrain, avec une hausse de son cours de près de moitié (+47,85%) depuis le 19 juillet 2016. Cette opération de privatisation d'envergure : cession de 40% du capital de Marsa Maroc dont le montant global s'élève à 1,9 milliard de dirhams, est la plus importante qu'ait connue le marché boursier marocain depuis 2009.

Sources : www.aujourd'hui.ma au 13/01/2017 et www.mapexpress.ma au 03/11/2016 (texte adapté)

DOCUMENT 7 : Maroc, les défis du développement

Croissance économique, développement social, éducation mais aussi problématiques environnementales sont autant de défis à surmonter par le Maroc afin d'assurer une transition complète vers un pays « émergent ».

Les plans sectoriels de développement en vigueur sont à optimiser afin d'engager le pays dans un processus de diversification de sa production et d'améliorer sa croissance économique.

Du point de vue du développement social et humain, des efforts colossaux restent à déployer par le Maroc qui pointe au 126^{ème} rang du classement mondial selon l'IDH 2015. En effet, le Maroc demeure en-dessous de la moyenne mondiale. Seule l'espérance de vie de 74 ans, en hausse de 3 ans par rapport à 2014, constitue l'un des rares points positifs. Le niveau d'éducation médiocre est alarmant : en cause, une jeunesse marocaine qui quitte l'école prématûrement avec une durée moyenne de scolarisation qui avoisine à peine les 4,4 années tandis qu'elle tourne autour de 12 ans au sein des pays développés. A cela, il faut ajouter qu'une bonne part de la population vit en situation de pauvreté avec des emplois précaires et un revenu par habitant faible.

Finalement, la question environnementale, d'habitude mise à l'écart, est aujourd'hui au-devant de la scène. Il faut dire que la dégradation de l'environnement est estimée à des milliards de DH chaque année. L'urgent pour le Maroc réside essentiellement dans la préservation de ses ressources naturelles sur le long terme.

Source : www.huffpostmaghreb.com au 11/09/2016

TRAVAIL A FAIRE :

07,25 points

Documents de référence	N° de question	Questions	Barème
ANNEXE 5	6	Complétez l'ANNEXE n°5, page n°8 ;	0,50 pt
Document 4	7	a- Complétez l'ANNEXE n°6, page n°8 ; b- Dégagez le montant de l'épargne publique prévue au titre du PLF 2017; c- Précisez deux effets éventuels de l'évolution du solde ordinaire prévue en 2017 sur le budget de l'Etat.	1,75 pt 0,25 pt 0,25 pt
Document 5	8	a- Lisez la donnée en gras soulignée ; b- Expliquez l'écart entre le taux d'inflation et celui de l'inflation sous-jacente estimés en 2016 ; c- Complétez l'ANNEXE n°7, page n°9.	0,25 pt 0,50 pt 1,50 pt
Document 6	9	a- Complétez l'ANNEXE n°8, page n°9 ; b- Précisez sur quel marché « primaire ou secondaire » s'est effectuée l'opération en gras soulignée, justifiez .	0,75 pt 0,25 pt
Document 7	10	a- Complétez l'ANNEXE n°9, page n°9 ; b- Montrez l'impact éventuel des plans sectoriels de développement en vigueur au Maroc sur le niveau de développement humain.	0,75 pt 0,50 pt

DOSSIER 3 : CHOMAGE AU MAROC, QUELS IMPACTS DES STRATÉGIES SECTORIELLES DE DÉVELOPPEMENT ?

DOCUMENT 8 : Marché du travail au Maroc, faiblesses structurelles

Le marché du travail au Maroc se caractérise par des déséquilibres persistants qui posent certains défis à surmonter. Ainsi, l'insertion sur ce marché est très inégale, le contenu en emplois de la croissance économique est faible, les créations d'emploi dans le secteur public, principal débouché des lauréats des facultés, est en baisse drastique ... (...) Malgré son dynamisme, l'économie marocaine peine à résorber l'offre du travail. L'amélioration de la croissance n'a pas été, en effet, accompagnée par un changement notable des structures économiques, en faveur des activités industrielles. En termes de création d'emplois, le bâtiment et travaux publics (BTP) et les services sont les plus dynamiques. Cependant, ces secteurs se caractérisent par la faiblesse de leurs effets multiplicateurs d'emploi et notamment celui qualifié....

Source : « Etude de diagnostic sur la situation de l'emploi au Maroc », Ministère de l'EAS, 2014 (texte adapté)

DOCUMENT 9 : Chômage au Maroc

Taux de chômage en %	2016
National	9,4
Selon le milieu :	
Urbain	13,9
Rural	4,2
Selon le sexe :	
Hommes	8,9
Femmes	10,9
Selon l'âge :	
15 – 24 ans	22,5
25 – 34 ans	13,5
35 – 44 ans	4,8
45 ans et plus	2,7
Selon le diplôme :	
Sans diplôme	3,8
Ayant un diplôme	16,9

Structure du chômage selon la durée en %	
Durée	2016
0 à 11 mois	33
12 mois et plus	67

Source : www.hcp.ma

DOCUMENT 10 : Stratégies sectorielles de développement et emploi

Le Maroc a mis en place une série de plans sectoriels visant à moderniser les secteurs traditionnels et développer les secteurs innovants en vue de donner la visibilité nécessaire aux investisseurs et d'assurer une croissance économique forte, durable et créatrice d'emplois.

Ces plans suivent une double logique : d'une part, la modernisation des secteurs traditionnels à l'instar du Plan Maroc Vert pour la relance de l'Agriculture, et d'autre part, le développement de secteurs innovants et à forte valeur ajoutée tels que l'industrie automobile et l'aéronautique à travers le Plan Emergence et puis le Plan National d'Accélération Industrielle....

Cependant, vu l'évolution du taux de chômage au Maroc, ces plans, malgré les investissements consentis, ont eu des résultats limités en matière d'emploi. Le constat partagé globalement par l'ensemble des acteurs du marché du travail est que la conception des plans sectoriels n'intègre pas suffisamment la dimension emploi : estimation des besoins par niveau de qualification et par métiers, identification des besoins réels en formations initiales et continues....

Pour le plan industriel, plusieurs contraintes ont limité la concrétisation de ses objectifs notamment en matière d'emploi : l'orientation des capitaux notamment étrangers vers les secteurs assurant une plus grande rentabilité comme les services et l'immobilier, la concurrence extérieure intense pour certains secteurs (textile et cuir), le salaire minimum classé parmi les plus élevés en Afrique et le poids de la fiscalité

Quant au Plan Maroc Vert, il semble qu'au fond, il ne répond pas aux vrais problèmes de l'agriculture marocaine : le secteur est toujours dépendant des aléas climatiques, dépendance affectant aussi l'emploi.

Ce faible dynamisme de ces plans doit être, néanmoins, relativisé suite aux effets de la crise économique mondiale.

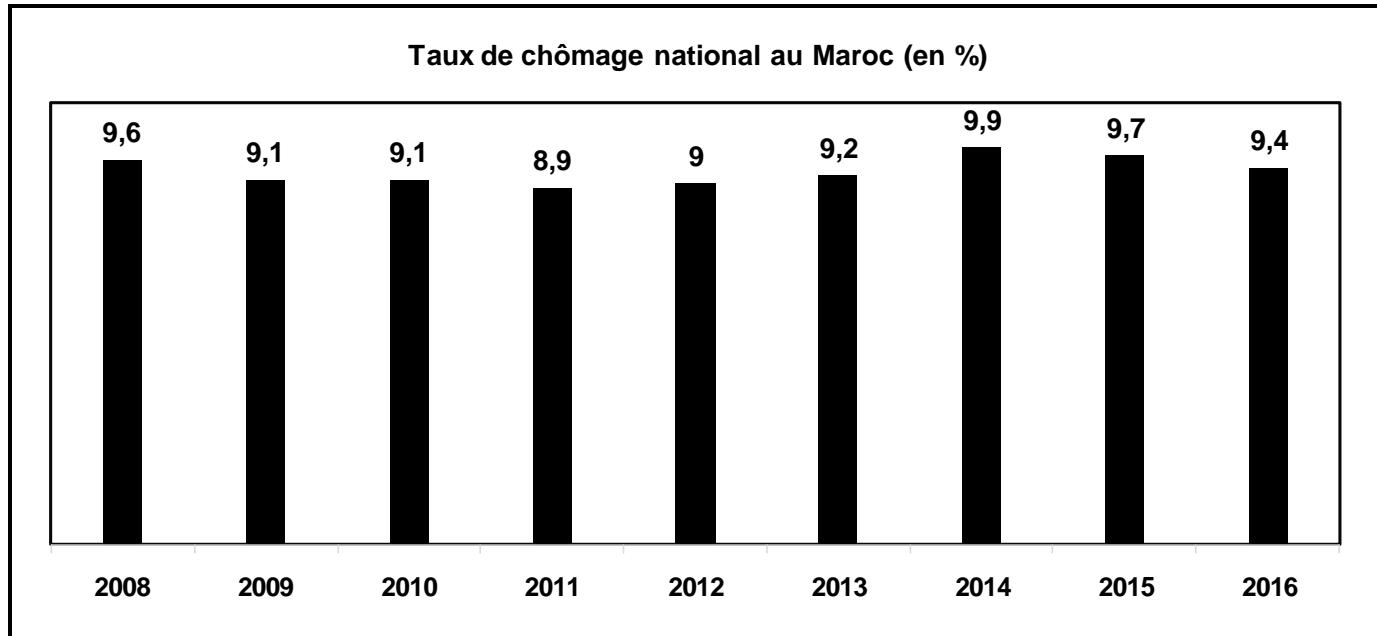
Sources : « industrialisation et compétitivité globale du Maroc », Ires, septembre 2014, et www.finances.press.ma au 27/05/2016 et
« Etude de diagnostic sur la situation de l'emploi au Maroc », Ministère de l'EAS, 2014 (Texte adapté)

DOCUMENT 11 : Objectifs des plans sectoriels en termes de création de postes d'emplois

Plans sectoriels	Date du lancement	Horizon	Postes d'emplois	
			Total	Moyenne par an
Plan Maroc Vert	2008	2020	1 500 000	125 000
Plan National d'Accélération Industrielle	2014	2020	500 000	83 300

Source : Tableau élaboré à partir des données du www.agriculture.gov.ma et www.mcinet.gov.ma

DOCUMENT 12 : Evolution du taux de chômage au Maroc



Source : www.hcp.ma

TRAVAIL À FAIRE :

05 POINTS

Documents de référence	N° de question	Question de synthèse	Barème
Dossier 3	11	<p>Exploitez les documents du dossier n°3 et vos connaissances acquises</p> <p>Au Maroc, le marché du travail se caractérise par des faiblesses structurelles aggravant le chômage.</p> <p>Après avoir caractérisé le chômage au Maroc et présenté ses causes, montrez que, suite à plusieurs facteurs, les stratégies sectorielles de développement adoptées par le Maroc, à objectifs ambitieux, n'ont pas réussi à atténuer ce dysfonctionnement.</p> <p>Votre travail doit respecter la forme usuelle d'une synthèse argumentée : Introduction, développement et conclusion</p>	5,00 pts

ANNEXES À REMPLIR ET À RENDRE OBLIGATOIREMENT AVEC LA COPIE

ANNEXE 1 : Cochez la bonne réponse

Propositions	Vrai	Faux
L'atomicité de l'offre caractérise le marché de monopole		
Le libre échange permet la réalisation des économies d'échelle		
Le PIB est un indicateur de bien être		
Le besoin de financement de l'économie nécessite le recours à l'épargne étrangère		

ANNEXE 2 :

Elément	Formule	Calcul	Résultat	Lecture
Taux de couverture en 2016				
Taux de pénétration en 2016				

ANNEXE 3 : Vérifiez l'équilibre ressources (R)-emplois (E), des sociétés non financières et des ménages, en complétant les comptes schématiques.

Dans une économie imaginaire, les sociétés non financières ont vendu, en un an, 7 280 milliards unités monétaires (Mds UM) aux ménages, 2 060 Mds UM aux administrations publiques, exporté 800 Mds UM et importé la même somme. Elles ont versé 6 480 Mds UM de salaires aux ménages et 3 120 Mds UM d'impôts. Les ménages ont, pour leur part, versé 3 600 Mds UM d'impôts, épargné 1 200 Mds UM et ont reçu des administrations publiques 5 600 Mds UM de salaires et de prestations sociales. Les sociétés non financières et les administrations publiques ont reçu des crédits respectivement de 260 Mds UM et 940 Mds UM.

E Sociétés non financières R

E Ménages R

ANNEXE 4 :

Elément	Formule	Calcul	Résultat
Revenu national brut disponible (RNBD) en 2015			
Formation brute de capital fixe (FBCF) en 2015			
Lisez la donnée en gras soulignée du texte : 1,1%			

ANNEXE 5 : Cochez la bonne réponse :

Propositions	Théorie libérale	Théorie keynésienne
L'intervention de l'Etat pour réguler l'économie est indispensable		
L'inflation est toujours et partout d'origine monétaire		
Le chômage s'explique par le coût élevé du travail		
Le déficit budgétaire peut relancer la croissance économique		

ANNEXE 6 :

Elément	Formule	Calcul	Résultat	Lecture
Dépenses de fonctionnement du budget général 2016				
Indice d'évolution des dépenses d'investissement du budget général prévues en 2017 (base 100 en 2016)				
Relevez deux actions de politique budgétaire :		Une action par les recettes :		
		Une action par les dépenses :		
Montrez l'impact positif éventuel de cette action par les recettes sur la croissance économique :				

ANNEXE 7 :

Relevez	Une action de politique monétaire :	-
	Deux facteurs justifiant cette action :	-
	Deux facteurs ne justifiant pas cette action :	-
Montrez un effet éventuel de cette action sur le taux d'intérêt interbancaire :		

ANNEXE 8 :

Relevez deux facteurs d'amélioration de la performance de la BVC :	-	
Précisez un avantage de la dynamique de la BVC	Pour les entreprises cotées :	
	Pour la croissance économique :	

ANNEXE 9 : Relevez :

Deux indicateurs sociaux de sous-développement :	-
Deux facteurs explicatifs du faible classement du Maroc selon l'IDH :	-
Le passage du texte faisant allusion au développement durable :	